

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

**RECRUTEMENT D'UN (E) RESPONSABLE DE GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE POUR LE PROJET D'INVESTISSEMENT DE COMPETITIVITE DES ENTREPRISES POUR L'EMPLOI**

**TERMES DE REFERENCE**

---

**1. Introduction**

Le gouvernement de la République Centrafricaine a sollicité et obtenu auprès de la Banque Mondiale un financement d'un montant de 30 millions de USD pour appuyer le développement du secteur privé. Les objectifs définis dans ce projet sont de mettre en œuvre des réformes pour faciliter les investissements, améliorer l'accès au crédit et enfin, soutenir les PME et les jeunes travailleurs. Le projet financera des réformes, mais également la mise en place d'un fonds de garantie de crédit partiel et la formation des jeunes apprentis.

Les objectifs fixés dans ce projet sont entièrement conformes à ceux du gouvernement dans la phase de la crise post-électorale de 2020 ; et en particulier l'appui stratégique du pilier 3 du plan national de développement Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA) (Promouvoir le relèvement et la relance du secteur productif).

Cet engagement s'aligne également sur la stratégie de la Banque Mondiale qui s'engage à promouvoir le secteur privé véritable vecteur de création de richesse et de réduction de la pauvreté.

A un niveau supérieur, les objectifs de ce projet appuient les deux objectifs de la Banque Mondiale en matière de réduction de pauvreté et de promotion de la prospérité partagée en ciblant les réformes qui visent à favoriser l'investissement, améliorer l'accès des PME au crédit et soutenir les PME et les jeunes travailleurs à travers la formation des apprentis. Permettre l'investissement, l'amélioration de l'accès au crédit et l'appui au PME et la formation visent à accroître les ressources publiques et absorber une partie de la main d'œuvre non qualifiée.

Toutes les informations sur le programme peuvent être obtenues à partir du lien suivant : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/920341648600654045/pdf/Central-African-Republic-Investment-and-Business-Competitiveness-for-Employment-Project.pdf>.

Ainsi, les composantes du projet se résument comme suit :

Résumé des composantes	Sous Composantes
<b>Composante 1 :</b> <b>Réformes et facilitation de l'investissement</b>	Conception et la mise en œuvre de réformes par le Dialogue Public-Privé Renforcement des capacités des organisations publiques participant au développement du secteur privé. Facilitation de l'investissement privé.
<b>Composante 2 :</b> <b>Accès au crédit</b>	Mise en place du mécanisme de garantie partielle du crédit Support à la mise en œuvre Capitalisation
<b>Composante 3 :</b> <b>Soutien aux entreprises et aux travailleurs</b>	Plateforme d'information de sous-traitance des contrats Assistance technique aux PME Soutien aux intrants des PME Formation pro + Apprentissage + soutien aux PME accueillantes des apprentis Formation Entreprenariat + soutien aux nouvelles AGR
<b>Composante 4 :</b> <b>Soutien à la mise en œuvre</b>	Management du projet, coordination et soutien à la mise en œuvre Management financier du projet Passation de marchés Suivi et évaluation Engagement des citoyens, communication

## 2. Contexte du pays

Depuis son indépendance en 1960, la République Centrafricaine (RCA) a été soumise à des cycles de conflit prolongés. La crise de 2013 a été particulièrement violente et a provoqué un grave ralentissement économique avec une contraction estimée à 36 % du Produit Intérieur Brut (PIB). Même avant la crise de 2013, le revenu par habitant était en baisse. Le PIB par habitant a presque diminué de moitié depuis l'indépendance, passant de 599 \$ US en 1960 à 566 \$ US en 2012 et à 385 \$ US en 2017.

L'économie centrafricaine se remet de la crise de 2013. Le portefeuille pays de la Banque Mondiale s'élève à environ 780 millions de dollars US, soit l'équivalent de 35 % du PIB du pays. L'investissement privé augmente, principalement autour de la grande région de Bangui où la situation sécuritaire est plus stable, s'appuyant sur la demande accrue de services tels que l'accueil, la restauration/le commerce de détail, le transport et la construction. L'espace budgétaire de la RCA reste extrêmement limité et la mobilisation des recettes intérieures est très faible, en partie en raison de la petite taille du secteur privé.

Le ralentissement économique comme dans d'autres parties de la région, a provoqué un chômage généralisé, une contraction des marchés intérieurs et une diminution des liquidités.

L'État est de plus en plus conscient de la nécessité pour le secteur privé de créer des emplois, d'investir et de se développer, mais fait face à de nombreux défis pour le réaliser. Compte tenu de ses graves contraintes de capacités institutionnelles et financières, l'État s'appuie fortement sur la Banque Mondiale et d'autres bailleurs internationaux pour fournir des appuis nécessaires pour appuyer les décisions politiques, aider le gouvernement à améliorer l'environnement des affaires et renforcer les institutions publiques dont les entreprises ont besoin pour fonctionner.

**Le Projet a pour objectif de faciliter la mise en œuvre des réformes pour permettre l'investissement, améliorer l'accès au crédit, et soutenir les PME ciblées et renforcer les capacités des jeunes travailleurs.**

A ce titre, l'Unité d'Exécution du projet AGIR chargée d'exécuter les fonds de préparation du projet (PICEE) envisage de recruter **un (e) Responsable Administratif et Financier pour appuyer l'exécution de ce Projet.**

### **3. Missions du Responsable Administratif et Financier (RAF)**

Sous l'autorité du Coordonnateur du projet et en collaboration permanente avec le Spécialiste en Passation des Marchés, le ou la RAF est responsable de la gestion financière, administrative, et comptable du projet.

Ses responsabilités sont les suivantes :

### **4. Tâches et Responsabilités**

Les principales tâches et fonctions du/de la RAF consistent à :

- Tenir au jour le jour la comptabilité du Projet ;
- Préparer et produire des états financiers mensuels, en particulier les rapports trimestriels de suivi financiers et les états financiers annuels du projet ;
- Assurer, de façon générale, la mise en œuvre adéquate du système de suivi financier, de la comptabilité dans le respect du Manuel des procédures administratives, financières et comptables ;
- Proposer, autant que de besoin, les améliorations du manuel ci-dessus, au cours de l'exécution du projet ;
- Assurer la planification financière pour approbation ;
- Faire fonctionner et tenir à jour les comptes de trésorerie du projet, et les états de rapprochement bancaires ;
- Organiser un système d'archivage et de classement des pièces comptables et documents financiers du projet ;
- Suivre les dispositions du Manuel des Procédures Administratives, Financières et Comptables du Projet ;
- Collecter les informations financières relatives au Compte Spécial, et compte de projet pour l'information de la Coordination du projet et des partenaires financiers y compris la Banque mondiale ;
- Faire assurer l'audit de tous les comptes du projet ;
- Collaborer avec l'unité chargée du Suivi-Evaluation en vue de l'alimentation de la Base de données pour les aspects financiers du projet ;
- Apporter un appui financier dans d'autres tâches qui pourraient lui être demandées par le Coordonnateur du projet ;
- Exécuter toutes autres tâches confiées par le Coordonnateur du projet.
- Responsabilité dans le transfert de compétence et le renforcement de capacité : Il ou elle définira et mettra en application sous la supervision du Coordonnateur du projet un programme de renforcement de capacité comprenant la formation des principaux acteurs publics et privés impliqués dans l'exécution des activités du Projet dans le secteur concerné par sa mission.

### **5. Qualifications requises**

- Le titulaire du poste devra manier parfaitement le Français ;

- La connaissance de l'Anglais est également souhaitée ;
- Être titulaire d'un Master II en finances des entreprises, comptabilité ou équivalent ;
- Avoir au moins cinq (5) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la gestion financière et comptable dont trois (3) dans un projet de développement financés par la Banque mondiale ou d'autres bailleurs de fonds internationaux ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power point) et maîtriser au moins un logiciel de gestion comptable (TOMPRO, EXCEL, etc.) ;
- Avoir une aptitude de travail en groupe et dans un environnement sous pression ;
- Avoir une bonne capacité en analyse financière, en communication et en rédaction des rapports financiers.

## **6. Aptitudes**

- Sens de l'initiative et de l'anticipation ;
- Utilisation des nouvelles technologies de l'information ;
- Capacité à travailler en équipe et à diriger le personnel sous supervision;
- Aptitude à travailler sous pression ;
- Capacité à produire des résultats de qualité dans les délais impartis ;
- Enthousiasme et niveau d'engagement élevé ;
- Volonté de participer activement et de manière constructive à la vie du Projet ;
- Curiosité intellectuelle ;
- Aptitude à résoudre des problèmes complexes ;
- Volonté de contribuer au renforcement des capacités du personnel sous supervision en passation des marchés et dans la gestion administrative et financière des projets de développement.
- Bonne capacité à collaborer avec l'ensemble du personnel et des partenaires au développement.
- Solides capacités d'analyse et de synthèse ;
- Rigueur et fermeté en situation d'urgence ;
- Force de proposition et créativité ;
- Meilleure qualité de suivi ;
- Sens de l'organisation et de la pédagogie ;
- Avoir le sens de la communication ;
- Avoir le sens de la critique objective ;
- La capacité de mise en œuvre du cadre de remontée de l'information sur tous les aspects du projet et de la rapidité de détection des points de blocage ;
- La qualité du suivi et de la mise en œuvre du système de gestion sociale ;
- La qualité du suivi de la mise en œuvre du plan de travail annuel ;
- La qualité de l'archivage électronique des documents ;
- Être apte aux multiples déplacements sur le terrain.

## **7. Durée du contrat**

La durée du contrat est d'un (1) an, renouvelable sous réserve d'une évaluation satisfaisante par le coordonnateur du projet avec avis de la Banque mondiale. La première année aura une période d'essai de six (06) mois.

Le recrutement se fera par un appel à manifestation d'intérêt.

## **8. Conditions de travail**

A Bangui, le/la candidat(e) choisi(e) travaillera au sein de la Coordination du Projet, sous la tutelle du ministère des Finance et du Budget, sous la responsabilité du Coordonnateur de l'UGP et travaillera aussi en étroite liaison et coordination avec le spécialiste de gestion financière de la Banque mondiale.

Le Projet mettra à la disposition du/de la candidat(e) sélectionné(e) les matériels et moyens nécessaires à l'exercice de sa mission. Aucun jeton de présence aux différentes commissions ou sous-commissions auxquelles il ou elle sera appelé(e) à participer ne pourra être perçu.

Contact :

ABAKAR MAHAMAT  
Coordonnateur Adjoint de l'UGP AGIR  
[cooordadjoint.projetagir@gmail.com](mailto:cooordadjoint.projetagir@gmail.com)